

YES WE CAN... avoir un syndicalisme responsable et constructif !

Comment rester silencieux face aux multiples conflits sociaux qui mettent à mal notre économie polynésienne déjà si fragile d'autant que ceux qui en sont la cause ne font pas partie des 10 000 Polynésiens ayant perdu leur emploi depuis 5 ans ?

Après la grève à la CPS honteusement détournée au profit d'une tribune politicienne, tant locale que nationale, après celle à l'Huilerie de Tahiti rançonnée par sa prise en otage des populations coprahcultrices des îles éloignées au nom du sacro-saint « toujours plus et tant pis pour les autres », après la grève à Gaz de Tahiti dont le préavis était inconnu de ses propres délégués du personnel avant son dépôt et demain d'autres mouvements encore prévisibles (...), comment ne pas déplorer ces revendications en total décalage aujourd'hui avec le rôle fondamental du syndicalisme professionnel qui consiste en la défense des intérêts collectifs et individuels des salariés.

OUI, le MEDEF Polynésie en est convaincu et œuvre au quotidien avec tous ceux et celles qui sont résolument tournés vers Demain ; Relancer la performance économique signifie avant tout de relancer la performance sociale par un dialogue vrai, celui de la négociation respectueuse et constructive.

OUI, le MEDEF Pf croit et appelle au dialogue social moderne en Polynésie, celui dont la vocation est le « partage des efforts » (pain-sharing agreements) pour répondre à la crise économique qui sévit, pour développer le capital humain et préserver les emplois. Il n'y a pas de vivre et réussir ensemble sans compromis et c'est bien pour du Gagnant-Gagnant que chacun doit mettre à disposition son intelligence et sa capacité de créer. Le Donnant-Donnant était hier mais maintenant les caisses sont vides et il n'y a plus rien à donner...

Soutenons uniquement le syndicalisme responsable et constructif animé par la volonté de rénover ! Mettons un terme à cette exploitation nauséabonde du dialogue social polynésien à des fins strictement personnelles, politiques affichées ou cachées, matérielles ou pécuniaires. Ecartons les meneurs hors-la-loi jugés et condamnés pour avoir été pris la main dans le pot de confiture des deniers publics.... donc ceux du peuple polynésien !

OUI Monsieur le Président du Pays, mesdames et messieurs les Ministres, mesdames et messieurs les Elus, mesdames et messieurs les citoyens qui constituez l'âme économique de ce Pays que ce soit dans l'administration ou dans le privé, il y a urgence à agir ensemble pour instaurer les nouvelles règles qui permettent un vrai dialogue social préalable indispensable à la construction du modèle socio-économique polynésien de demain.

Olivier KRESSMANN

Président du MEDEF PF

